

Règlement d'application de l'action d'aides directes aux entreprises

OBJET DU PRESENT REGLEMENT

Dans le cadre du pacte régional avec les territoires pour une économie de proximité de la région Bourgogne Franche Comté, la communauté de communes Bazois Loire Morvan a délibérée le 22 octobre 2020 pour valider l'écriture de ce règlement d'application. Ce dernier suit les lignes directrices du règlement d'intervention fourni par la région, qui s'inscrit dans son partenariat avec la CCBLM dans le cadre de la convention de délégation d'octroi des aides par la région Bourgogne Franche Comté. Cette convention permet de mettre en œuvre des aides directes aux entreprises commerciales et artisanales de 0 à 10 salariés.

1. OBJECTIFS DE L'ACTION

Suite à la crise liée au COVID 19, l'économie de proximité doit être accompagnée au plus près du territoire. Afin de permettre la reprise de l'activité, il est proposé de soutenir la pérennité et la transition des entreprises de l'économie de proximité.

Les objets principaux de cette aide sont :

- La pérennité des entreprises de l'économie de proximité sur le territoire
- La réorganisation suite à la crise des modes de production, d'échanges et des usages numériques
- La valorisation des productions locales et savoir-faire locaux
- La construction d'une économie locale durable, résiliente et vertueuse
- L'adaptation et l'atténuation au changement climatique

2. COMITE DE PILOTAGE

2.1. Rôle

Le comité de pilotage donne les orientations de l'opération et suit son déroulement. Il examine et donne un avis sur les demandes d'aides directes qui lui sont soumises.

2.2. Composition

- la Présidente de la Région Bourgogne Franche Comté ou son représentant
- le Président de la communauté de communes Bazois Loire Morvan ou son représentant
- le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Nièvre ou son représentant
- le Président de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat Interdépartementale, délégation Nièvre, ou son représentant
- Le président du Pays Nivernais Morvan ou son représentant,
- La vice-présidente en charge de l'économie pour le compte de la communauté de communes Bazois Loire Morvan ou son représentant,

En cas de besoin et selon les sujets à l'ordre du jour, le comité pourra choisir d'inviter d'autres intervenants à participer à certaines de ses réunions pour y apporter leur expertise.

2.3. Fonctionnement

Le comité de pilotage est présidé par le président de la communauté de communes Bazois Loire Morvan ou son représentant.

Le calendrier des réunions sera fixé par la communauté de communes Bazois Loire Morvan, en fonction des besoins liés aux dossiers de demande d'aides directes ou au suivi global de l'opération. Il se réunira au minimum une fois par trimestre.

L'ordre du jour, les documents et les dossiers concernés seront adressés aux membres de la commission au moins 10 jours francs avant le comité de pilotage. L'attention des membres du comité de pilotage est appelée sur la confidentialité des débats.

Les décisions prises le sont de façon consensuelle et collégiale. S'il doit y avoir vote, les votes sont acquis à la majorité des membres et représentants présents. Dans le cas où le comité se réunis en nombre pair et sur une situation de partage des voix, celle du président ou de son représentant est prépondérante.

3. CRITERES D'ELIGIBILITE AUX AIDES DIRECTES

3.1. Les entreprises éligibles

Les entreprises bénéficiaires sont des entreprises commerciales, artisanales ou de services :

- elles sont obligatoirement inscrites au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers. Les entreprises en phase de création ou de reprise devront attester de l'accomplissement des formalités obligatoires par tout moyen.
- Les fonds octroyés doivent nécessairement concerner une activité implantée sur le territoire Bazois Loire Morvan,
- elles justifient d'un chiffre d'affaires inférieur à 1 000 000 € hors taxes, y compris la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques. Ce chiffre s'entend par entreprise (personne physique ou morale exploitant l'activité) et non par établissement quand il y a des établissements secondaires,
- leur surface de vente à vocation alimentaire ne peut excéder 200 m²
- elles sont économiquement viables et à jour de leurs cotisations fiscales et sociales.
- Les activités de saisons peuvent intégrer le dispositif si elles justifient une ouverture d'un minimum de 90 jours sur l'année.
- les entreprises de transport, ambulance, taxi,

Les stations-services dont la gestion est assurée par un exploitant indépendant sont éligibles.

Peuvent être éligibles les commerces non sédentaires dont le siège social se situe dans le périmètre de la communauté de communes Bazois Loire Morvan et doivent justifier une présence obligatoire d'au moins un jour par semaine sur le territoire.

3.2. Les entreprises inéligibles aux aides directes

- les pharmacies et les professions libérales inscrites ou non au registre du commerce,
- les banques, les activités financières, les assurances, les agences immobilières,
- les activités agricoles, sylvicoles et dépendantes de la MSA
- les commerces de gros, négoce,
- les commerces saisonniers, si leurs activités sont inférieures à 90 jours sur l'année.
- Les SCI.

3.3. Les dépenses éligibles

Le programme d'investissement retenu devra être accompagné d'au moins un des engagements du porteur de projet dans les domaines suivants :

- **l'accessibilité des locaux à tous les publics**
 - L'achat d'équipements et d'outils destinés à faciliter l'accessibilité des entreprises aux personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite, y compris le mobilier adapté (comptoir...)
- **les équipements dédiés à la sécurisation des locaux contre les effractions**
 - les investissements concernant la sécurisation des locaux d'activité, de la façade et de la vitrine. (Système d'alarme, antivols, ...)
- **les investissements liés à la modernisation des locaux d'activité et des équipements professionnels**
 - le mobilier immobilier par destination,
 - les travaux visant à améliorer l'attractivité et l'accueil dans les commerces,
 - les équipements destinés à accompagner l'adaptation des entreprises aux nouveaux comportements des consommateurs et aux opportunités du e-commerce,
 - le matériel informatique et logiciels nécessaires à l'activité, y compris les équipements de caisse,
- **En ce qui concerne les travaux de modernisation liés à l'outil de production, seuls sont éligibles :**
 - les investissements de contrainte (induits par l'application de normes) s'ils s'inscrivent dans un projet global de développement ;
 - les investissements de capacité, c'est à dire ceux qui permettent de satisfaire une clientèle plus nombreuse ;
 - les investissements de productivité, c'est à dire ceux qui permettent à l'entreprise d'accroître sa rentabilité et son efficacité (accès à de nouveaux marchés, saut technologique, diversification de l'activité, ...).
 - les véhicules de tournée utilisés par les commerçants pour assurer une desserte itinérante de proximité dans les communes dépourvues d'activité commerciales et leur aménagement,
- **Les investissements immatériels :**
 - Financement d'un site internet, logiciels, applications (exemple : système de drive, ...)
- **La liste des éléments suivants seront acceptés dans le cadre du soutien à la relance des entreprises :**
 - le simple mobilier (les tables, les chaises, ...),
 - le simple renouvellement d'équipements obsolètes ou amortis,
 - le petit matériel,
 - les véhicules et le matériel roulant,

Le matériel d'occasion est éligible sous réserve de la production de l'acte authentifiant la vente et d'une attestation du vendeur selon laquelle le matériel n'a pas été subventionné à l'origine. Cette disposition s'applique également dans le cas d'acquisition de camions de tournées d'occasion.

Pour les commerces non sédentaires, sont éligibles les dépenses d'équipements professionnels directement rattachables à l'exercice de l'activité, ainsi que celles attachées aux locaux d'activité implantés sur le périmètre de l'opération.

En cas d'auto-réhabilitation de travaux par l'entreprise, la subvention portera sur la fourniture des matériaux et non de la main d'œuvre. Tout en tenant compte du caractère éligible ou non des opérations effectuées par l'entreprise.

Les dépenses liées à l'immobilier d'entreprise ne seront pas prise en compte, à l'exception de ce qui suit :

- Peinture :
 - Eligible s'il s'agit simplement de peinture dans le but d'améliorer l'attractivité d'un commerce
 - *Inéligible si le projet global comprend la rénovation totale d'une façade avec une partie peinture (ceci fait partie du projet global qui relève de l'immobilier)*
- Carrelage :
 - Eligible s'il s'agit simplement de refaire le sol de la partie commerciale dans le but d'améliorer l'attractivité d'un commerce
 - *Inéligible si le projet global a vocation à refaire totalement les lieux (ceci fait partie du projet global qui relève de l'immobilier)*
- Isolation :
 - Eligible s'il s'agit d'un « simple » remplacement afin d'améliorer la performance énergétique du bâtiment
 - *Inéligible si le projet global comprend des travaux de gros œuvre avec une partie qui concerne la pose de plaque d'isolation par exemple (ceci fait partie du projet global qui relève de l'immobilier)*
- Huisseries :
 - Eligible s'il s'agit de remplacer uniquement les huisseries dans le but d'améliorer la performance énergétique du bâtiment
 - *Inéligible lorsque des travaux de gros œuvre sont nécessaires pour réaliser l'opération (ex : destruction de mur, réduction de la surface de vitrine, etc.), le projet d'investissement global relève alors du champ de l'immobilier,*

3.4. Les dépenses exclues des aides directes

- la rénovation des vitrines
 - les investissements concernant la partie extérieure de la vitrine commerciale et la façade du rez-de-chaussée commercial (réhabilitation, modernisation, agrandissement, menuiseries, peinture, stores-banne, agencement extérieur, vitrage, éclairage, signalétique,...),
 - les enseignes commerciales, la signalétique de l'entreprise sur son parc de véhicule,
 - les investissements concernant la partie intérieure de la vitrine, à condition qu'ils soient immobiliers par nature et induits par les travaux de la vitrine.
- les travaux de second œuvre et investissement relatifs à l'agencement intérieur des magasins (aménagement du point de vente), des laboratoires et autres locaux non publics, où s'exerce l'activité professionnelle,
- le coût de la main-d'œuvre relative aux travaux réalisés par l'entreprise pour elle-même,
- les acquisitions réalisées en location par option d'achat (crédit-bail, leasing ...),
- l'acquisition d'un fonds de commerce, d'un local commercial ou d'un terrain pour construire des locaux d'activité,
- les dépenses de construction, de gros œuvre (y compris les charpentes et couvertures),
- les dépenses directement liées à un usage résidentiel.

4. MODALITES DE FINANCEMENT DES PROJETS

L'aide revêt la forme d'une subvention associant les financeurs suivants :

- la Région (au titre du pacte régional avec les territoires pour l'économie de proximité, post crise du Covid-19)
- la communauté de communes (CCBLM), (en partenariat avec la Région BFC dans le cadre de ce même pacte)

L'aide est soumise au respect des plafonds communautaires et des réglementations nationales en fonction de la taille, de la localisation de l'entreprise et de la nature de l'investissement.

Au regard des règles spécifiques à chaque financeur, dans la mesure où l'aide à l'entreprise relève d'un cofinancement de ces différents partenaires financiers, et au vu de la décision du conseil communautaire du 22 octobre 2020, les règles concernant le taux d'intervention et le montant des aides, sont les suivantes :

4.1. Taux et seuil de la subvention

40 % maximum du montant HT des investissements,
1000 € HT minimum d'investissement,

4.2. Plafonds de subvention

Cas général : ⇒ Plafond 1 de subvention à 5 000 € par entreprise,

Celui-ci s'inscrira dans le régime d'aide des minimis. Pour rappel, ce régime plafonne le montant des aides publics pour une entreprise à 200 000 euros sur une période de 3 ans.

Cas particuliers :

- **Dernier commerce** de première nécessité (alimentaire) du village
ou commerce classique qui **réinvestit un commerce vide** depuis plus d'un an en centre-bourg (reconquête)
ou véhicule de **tournées alimentaires**
ou **commerce innovant, nouvelle forme de distribution** (ex. : Drive, ...) - *selon l'avis du comité de pilotage* -
ou **station-service** indépendante

⇒ Plafond 2 de subvention à 10 000 € par entreprise,

5. MODALITES DE DEMANDE DE LA SUBVENTION

Pour bénéficier d'une aide, une demande est adressée par le chef d'entreprise à la CCBLM.

Les dossiers seront étudiés par ordre de dépôt, pendant la durée de l'opération et, dans la limite de l'enveloppe financière établie par la CCBLM avec l'apport des fonds de la Région.

La demande de subvention devra être formulée par écrit selon le modèle établi par la CCBLM,

Elle doit contenir des pièces suivantes :

- ❑ Lettres de demande de subvention de l'entreprise auprès de la CCBLM - *cf. modèle* -
- ❑ Dossier détaillé de présentation du projet - *cf. modèle* -
- ❑ Devis des investissements (pour le matériel d'occasion : acte authentifiant la vente et attestation du vendeur selon laquelle le matériel n'avait pas été subventionné à l'origine).
- ❑ Accord de prêt bancaire (le cas échéant)
- ❑ Titre de propriété des locaux ou bail commercial
- ❑ Extrait de l'immatriculation au répertoire des métiers et/ou au registre du commerce et des sociétés
- ❑ Statuts de l'entreprise
- ❑ Liste des dirigeants de l'entreprise
- ❑ RIB de l'entreprise (compte professionnel)
- ❑ Deux dernières liasses fiscales, bilans et comptes de résultats des 2 derniers exercices clos,
- ❑ Comptes de résultats prévisionnels détaillés sur **1** exercice intégrant les évolutions liées à l'investissement subventionné (*Uniquement dans le cadre d'une création/reprise*)
- ❑ Attestation sur l'honneur précisant que le requérant est en situation régulière à l'égard de la réglementation fiscale et sociale (TVA, Impôts, URSSAF, RSI, ...) - *cf. modèle* -
- ❑ Attestation de non commencement des travaux - *cf. modèle* -
- ❑ Attestation relative aux subventions perçues par l'entreprise durant les 3 dernières années - *cf. modèle* -
- ❑ Engagement du bénéficiaire à mentionner l'existence des aides des différents financeurs - *cf. modèle* -

Lorsque le dossier est déposé avec l'ensemble de ces pièces jointes, la CCBLM transmet au demandeur un accusé de réception de dossier complet.

Cet accusé de réception ne vaut ni promesse, ni accord de subvention. Il permet l'examen de la demande par le comité de pilotage de l'opération et les partenaires financiers.

A compter de la date de réception du dossier complet, le demandeur a la possibilité d'engager ses investissements. Seuls les investissements postérieurs à cette date pourront être pris en compte pour le versement des subventions.

6. MODALITES D'ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION

La demande de subvention fait l'objet d'une présentation pour avis du comité de pilotage.

6.1. Pour la communauté de communes

Après examen du dossier, la décision d'attribution de subvention fait l'objet d'une délibération en conseil communautaire. Cette décision est directement notifiée au porteur de projet par la communauté de communes,

Le versement de la subvention par la communauté de communes est effectué sur présentation des factures acquittées (investissements correspondant au devis présentés dans le dossier de demande) et suite au contrôle de la réalisation des investissements ("service fait"). Ce contrôle est effectué par l'agent de développement de la communauté de communes.

Dans le cas où les dépenses seraient inférieures au(x) devis, la subvention sera calculée au prorata des dépenses réelles. Si le montant final dépasse l'investissement prévu initialement, la subvention ne pourra pas être revue à la hausse.

7. ENGAGEMENTS DE L'ENTREPRISE AIDEE

L'entreprise qui bénéficie d'une subvention dans le cadre de l'opération collective s'engage à :

- présenter aux différents financeurs les factures acquittées correspondant aux investissements subventionnés dans un délai maximum de deux ans suivant la date de notification de la subvention.
- à mentionner le concours financier des partenaires de son projet, la Région, et la communauté de communes, dans les documents d'information, les outils de communication ou les panneaux de chantier.
- donner accès à toutes les informations utiles sur l'opération aidée ainsi qu'aux données économiques, financières ou fiscales permettant d'évaluer les effets ou l'impact de l'opération sur une période de cinq ans,
- avertir la CCBLM en cas de transmission, cessation, modification d'activité.

8. PROCEDURE DE REVERSEMENT DE L'AIDE

L'entreprise doit maintenir son activité, rester propriétaire de son fonds ou, dans le cas d'un locataire-gérant, maintenir la location-gérance, pendant une période de 3 ans minimum après le versement de l'aide. Si une vente ou une cession de l'entreprise est réalisée au cours de cette période, les financeurs pourront demander le reversement de l'aide accordée, au prorata de la partie non amortie.

Règlement d'application de l'aide au remboursement d'emprunt

1. CRITERES DE SELECTION DES ENTREPRISES :

Il est convenu ce qui suit,

Les entreprises souhaitant bénéficier de cette aide devront correspondre aux mêmes critères et modalités que celles décrites dans le règlement d'application pour l'aide à l'investissement,

2. LES EMPRUNTS ELIGIBLES :

Il est convenu ce qui suit,

Les emprunts éligibles pour cette aide au remboursement du reste à charge, doivent concerner uniquement des emprunts ayant été engagés pour la liste des dépenses éligibles décrites dans le règlement d'application de l'aide à l'investissement,

3. LES EMPRUNTS INELIGIBLES :

Les emprunts suivant sont exclus de cette aide :

- Les prêts à taux zéro,
- Les emprunts proposés par l'Etat et ou la région dans le cadre de la relance économique de la crise COVID 19,
- Les emprunts concernant une dépense ayant déjà fait l'objet d'une subvention (exemple des OCMACS)

4. LES MODALITES DE LA DEMANDE D'AIDE :

Les modalités générales sont identiques à celles concernant l'aide à l'investissement,

- L'aide ne peut concerner qu'un seul emprunt,
- L'aide se calculera sur le reste à charge de l'emprunt,
- Le taux et le seuil d'intervention sont identiques à ceux décrits dans l'aide à l'investissement,
- Il sera possible de cumuler l'aide à l'investissement et l'aide au remboursement dans la limite des plafonds d'interventions spécifiés précédemment, (A noter que dans le cadre d'un cumul, l'investissement et le reste à charge devront chacun atteindre les 1000 euros minimum d'intervention,)

Dans le cadre d'un cumul des aides, l'entreprise devra co-construire avec l'appui de la CCBLM, deux dossiers de demandes d'aides distincts. Les deux dossiers devront nécessairement concerner un projet différent. Le montant du plafond d'aide est attribué à l'entreprise et non pas au nombre de dossiers présentés. Si le cumul des aides permet à une entreprise de potentiellement atteindre le montant maximum plafonné, il ne permettra en aucun cas de le rehausser.

5. JUSTIFICATIFS :

En plus des autres pièces nécessaires à la constitution du dossier, l'entreprise devra fournir un document **justifiant** l'objet des fonds de l'emprunt sur lequel elle souhaite être aidée.

Elle pourra demander cette pièce auprès de la banque, en plus d'une attestation sur l'honneur.